

# a propos de la lutte à vélosolex

2 articles dans ROUGE (numéros 143 et 146) ont relaté la lutte dans cette entreprise et l'intervention en force de la fraction stalinienne. Il convient de s'y référer pour comprendre les 4 textes que nous publions :

annexe I : lettre ouverte de la section CGT de Velosolex (Mâcon) diffusée sur les principales entreprises.

annexe II : tract du PCF

annexe III : lettre ouverte au PCF de la section CGT de Velosolex

Rappelons d'abord dans quelles conditions elles ont été écrites. On a pu lire dans ROUGE no 143 un compte-rendu de la grève avec occupation de l'usine qu'ont menée les travailleurs pour une augmentation de 150 F pour tous.

Cette lutte a été menée dans le plus strict respect de la démocratie ouvrière, tant dans son déclenchement, son cours même que sa fin. Après le refus du patron de prendre en considération les revendications, toutes les formes de lutte possibles ont été discutées par l'Assemblée Générale des travailleurs. La discussion a montré clairement quel était le sens d'une pétition ou d'une grève tournante. A l'unanimité, les travailleurs se sont prononcés pour la grève avec occupation.

Un Comité de Grève a été élu comportant syndiqués et non syndiqués. Il est chargé de définir l'orientation de la lutte à chaque étape. La lutte a effectivement fait apparaître des militants capables de diriger : les plus combattifs sont élus. Dans une section syndicale où règne la démocratie syndicale la plus totale, où tous les points de vue peuvent s'exprimer, où la recherche systématique des points obscurs est très poussée même, le comité de grève n'apparaît pas comme une structure de remplacement.

L'occupation cesse le lundi (la grève a commencé le vendredi) face à la menace d'intervention des flics. Cette décision a été prise par la totalité des grévistes, comme celle de poursuivre la grève à l'extérieur. Elle s'organise ainsi :

\* renouvellement chaque jour de la grève par une A.G. à 9 h le matin.

\* un tract sur l'entreprise avec piquet de grève.

\* une collecte avec tract explicatif sur les autres entreprises.

C'est alors que paraît le tract de l'Union Locale condamnant la collecte (cf. ROUGE no 143). Le tract fait clairement comprendre à tous les syndiqués le sens réel de la ligne qu'imposent les bureaucrates au syndicat ! Mais il atteint toutefois son but : les grévistes décident d'arrêter la collecte afin de ne pas risquer un échec.

Fort de cette situation, la direction refuse toute concession et à la fin de la semaine la reprise est décidée et la continuation sous d'autres formes, si possible, ou encore la préparation d'une autre grève.

## LA LETTRE OUVERTE

Elle est décidée en section après la reprise du travail. C'est la seule réponse qui a été jugée possible au

communiqué du bureau de l'UL qui, le premier, a violé les règles normales de la vie syndicale, en portant sur la place publique ses désaccords avec les grévistes et la section.

Ce texte attaque sur des faits précis, par conséquent ne frise pas l'abstraction aux yeux des travailleurs. Il concerne l'ensemble des syndiqués (et même des non syndiqués) qui ont été indignés par l'attitude de la direction de l'UL. Il exprime ce que d'aucuns murmurent. Nous pouvons même dire qu'il est le point de clivage entre syndicalisme et intégration, et le point de ralliement des non syndiqués (sur des positions politiques non incorrectes, c'est-à-dire qu'est évité le piège réel de l'anticommunisme). C'est un texte qui s'inscrit dans une dynamique de démonstration de la politique scissionniste de la direction de l'UL, de sa politique de division consciente. Il casse au passage tous les schémas anti-gauchistes : notamment il répond à l'argument du No du « Guide de la Métallurgie » consacré aux « gauchistes », à savoir : il faut faire très attention pour exclure les gauchistes, il faut être suffisamment prudent pour le faire en montrant toujours qu'on est sur le terrain de la légalité syndicale (stal) et que eux sont en dehors de cette légalité.

Cette lettre montre la Direction en flagrante infraction : cassage de grève, étalement sur la place publique, manquement élémentaire à la démocratie syndicale, manquement tout aussi élémentaire à la solidarité ouvrière.

## LA FRACTION DU PCF EN ACTION

Nous reproduisons en annexe II le tract du PCF (déjà publié dans Rouge No 146), diffusé le lendemain de la lettre ouverte sur plusieurs entreprises où la Taube Rouge n'a pas d'apparition régulière (la T.R. apparaît régulièrement sur Delle et Velosolex, et le tract du PCF n'y est pas diffusé).

La réponse immédiate à ce tract est une T.R. relativement bien fournie, mais axée presque essentiellement contre le PCF et qui peut donner prétexte à des argumentations sur « l'anti-communisme » des trotskystes. Dans cette T.R. est expliqué notamment sur le mode de l'étonnement que le tract calomnieux n'était pas diffusé partout. Les stals ont mis dix jours à la diffuser, mais ils l'ont fait. Après quoi, ils ont attaqué les quartiers.

Quelques jours plus tard, des responsables de l'U.D. et même un membre de la C.E.N. participent à une réunion de section dans le but de lui faire comprendre la juste ligne « responsable et efficace ». Mais ils se heurtent à des travailleurs qui viennent de se battre et convaincus d'avoir été lâchés par leurs dirigeants syndicaux. Ils demanderont aux dirigeants de l'UL de les défendre face aux calomnies du PCF et face à leur refus, ils publieront une nouvelle lettre ouverte, adressée à la section locale du PCF (annexe III)

\* Nous publions ces lettres ouvertes pour leur intérêt propre et non pas en tant que processus exemplaire qui pourrait être mécaniquement répété ailleurs (encore que nous considérons que la tactique suivie par les camarades est remarquable). Elle ont été sans doute des facteurs de prise de conscience des travailleurs de Velosolex, en tout cas un moyen de lutter contre leur démoralisation et leur désyndicalisation après la trahison de l'UL. Par ailleurs, le strict respect de la démocratie syndicale et ouvrière a été le facteur décisif qui a permis cette prise de conscience, qui a permis aux travailleurs de ne pas ressentir l'échec de la grève comme une grave défaite, qui a permis enfin de repousser l'offensive bureaucratique après l'échec. Cette expérience éclaire mieux que beaucoup de textes que la démocratie ouvrière n'est pas un gadget polémique avec les bureaucrates mais une condition indispensable pour faire triompher les luttes ouvrières contre le blocage bureaucratique.

Himmel (d'après un rapport de Schoenberg).